



**COMITE SCIENTIFIQUE
DE L'AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE
DE LA CHAINE ALIMENTAIRE**

AVIS 32-2007

Concerne : Projet d'arrêté royal relatif à des mesures de prévention de l'introduction et de la propagation du feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al.) (dossier Sci Com 2007/38).

Avis approuvé par le Comité scientifique le 9 novembre 2007.

Résumé

Le présent projet d'arrêté royal a pour objectif de rendre permanentes les mesures temporaires visant à prévenir l'introduction et la propagation du feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al.) prévues dans un arrêté ministériel du 10 septembre 2004.

Le texte du présent projet d'arrêté royal est presque identique au texte de cet arrêté ministériel. Quelques différences s'observent toutefois et certaines d'entre elles sont discutées ci-après.

En conclusion, le Comité scientifique émet un avis favorable sur le présent projet d'arrêté royal.

Summary

Advice 32-2007 of the Scientific Committee of the FASFC

The present draft royal decree aims to render permanent the temporary measures which aims at preventing the introduction and the spreading of fire blight (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. et al.) and which are provided by a ministerial order of September 10th, 2004.

The text of the present draft royal decree is almost completely similar to the text of this ministerial order. A few differences can be seen however and some of them are discussed below.

In conclusion, the Scientific Committee gives a favourable advice on the present draft royal decree.

Mots clés

Arrêté royal, feu bactérien, *Erwinia amylovora*, mesures de lutte.

1. Termes de référence

1.1. Question

Le projet d'arrêté royal sur lequel l'avis du Comité scientifique est demandé concerne les mesures à prendre pour prévenir l'introduction et la propagation du feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al.*).

1.2. Contexte législatif

Arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

Arrêté ministériel du 10 septembre 2004 relatif à des mesures temporaires de prévention de l'introduction et de la propagation du feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al.*).

Vu les discussions durant la séance plénière du 9 novembre 2007,

le Comité scientifique émet l'avis suivant :

2. Introduction

Le feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al.*) est un organisme nuisible contre lequel la lutte est obligatoire lorsqu'il se rencontre sur des végétaux et pollen, autres que les fruits et semences, appartenant aux genres suivants : *Amelanchier* Med., *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Photinia davidiana* (Dcne.) Cardot, *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L. et *Sorbus* L.

Des zones protégées ont été constituées dans l'Union européenne face au feu bactérien. Il s'agit de zones où l'on ne rencontre pas le feu bactérien (de façon endémique), malgré des conditions favorables pour son développement. Ces zones protégées posent des exigences complémentaires plus sévères pour les plantes hôtes qui y sont introduites. Une des possibilités pour satisfaire à ces exigences est la constitution de zones-tampons dans lesquelles une réglementation spécifique de lutte est d'application. En Belgique, il n'y a pas de zone protégée mais bien des zones-tampons. Celles-ci sont constituées à la demande des producteurs qui ont un débouché dans des zones protégées.

Le présent projet d'arrêté royal a pour objectif de :

- définir les mesures de lutte générales contre le feu bactérien ;
- délimiter les zones-tampons ;
- définir les mesures de lutte spécifiques contre le feu bactérien à appliquer dans les zones-tampons.

Les dispositions reprises dans le présent projet d'arrêté royal sont actuellement déjà d'application via l'arrêté ministériel du 10 septembre 2004 relatif à des mesures temporaires de prévention de l'introduction et de la propagation du feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al.*). Le feu bactérien est présent de manière répandue en Belgique, partout où l'on rencontre des plantes hôtes. On estime impossible de pouvoir encore éradiquer cet organisme nuisible. Par conséquent, les mesures temporaires doivent être remplacées par des mesures de lutte permanentes.

A noter que quelques différences s'observent entre le texte du présent projet d'arrêté royal et le texte de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2004. Certaines d'entre elles sont discutées ci-dessous.

3. Avis

Outre les remarques mentionnées ci-après, le Comité scientifique n'a pas d'autres remarques à formuler.

3.1. Mesures de lutte générales

Il est désormais précisé dans le texte que la taille des plantes hôtes infectées doit être effectuée "**jusqu'à 50 cm en dessous du site d'infection le plus bas ou, si la contamination est étendue ou récurrente, jusqu'au niveau du sol**". Cette obligation de taille est également désormais étendue aux plantes hôtes contiguës. Le Comité scientifique n'a pas de remarque sur ces précisions apportées.

L'arrachage éventuel des plantes hôtes contaminées était précédemment laissé à l'appréciation du responsable. Actuellement, cette possibilité d'arrachage est désormais de la responsabilité de l'Agence : il est en effet mentionné "***l'Agence peut ordonner l'arrachage des plantes hôtes contaminées***". Le Comité scientifique n'a pas de remarque sur cette modification.

Autrefois, dans toutes les haies de *Crataegus* L., les parties présentant des signes apparents d'infection par l'organisme devaient être immédiatement coupées au niveau du sol ou arrachées. Actuellement, le texte ne comporte plus de paragraphe spécifique aux parties infectées de haies de *Crataegus* L. De manière sous-entendue, le texte renvoie donc aux mesures de lutte générales, à savoir : la taille jusqu'à 50 cm en dessous du site d'infection le plus bas ou, si la contamination est étendue ou récurrente, à la coupe au niveau du sol. Un arrachage pouvant toujours être décidé par l'Agence. Le Comité scientifique n'a pas de remarque sur cette modification.

3.2. Mesures de lutte dans les zones-tampons

Il est désormais ajouté qu'il est "***interdit de laisser plantées les espèces *Cotoneaster salicifolius*, *Cotoneaster x watereri* et leurs cultivars***" ; sous-entendu, ces espèces doivent être arrachées. Le Comité scientifique n'a pas de remarque sur cet ajout.

Précédemment, une dérogation à l'interdiction de culture de plantes hôtes pouvait être accordée à condition qu'il n'existe aucun danger de propagation de l'organisme et que la personne concernée suive les instructions et applique les mesures de lutte imposées par l'Agence. Actuellement, cette même dérogation peut être accordée à condition que la personne concernée introduise un formulaire de déclaration avant le 31 mai de chaque année à l'unité provinciale de contrôle de l'Agence où est située la parcelle de culture. Le Comité scientifique n'a pas de remarque sur cette modification.

Il est désormais ajouté que "***les plantes hôtes destinées à une zone protégée dans la Communauté ne peuvent quitter le lieu de production qu'après autorisation écrite de l'Agence***". Le Comité scientifique n'a pas de remarque sur cet ajout.

4. Conclusion

Le présent projet d'arrêté royal a pour objectif de rendre permanentes les mesures temporaires visant à prévenir l'introduction et la propagation du feu bactérien (*Erwinia amylovora* (Burr.) Winsl. *et al.*) prévues dans l'arrêté ministériel du 10 septembre 2004.

Le texte du présent projet d'arrêté royal est presque identique au texte de cet arrêté ministériel. Quelques différences s'observent toutefois et certaines d'entre elles ont été discutées ci-dessus.

En conclusion, le Comité scientifique émet un avis favorable sur le présent projet d'arrêté royal.

Pour le Comité scientifique,

Prof. Dr Ir André Huyghebaert.
Président

Bruxelles, le 9 novembre 2007

Références

-

Membres du Comité scientifique

Le Comité scientifique est composé des membres suivants :

V. Baeten, D. Berkvens, C. Bragard (rapporteur), P. Daenens, G. Daube, J. Debevere, P. Delahaut, K. Dierick, R. Ducatelle, L. Herman, A. Huyghebaert, H. Imberechts, L. Pussemier, B. Schiffers, E. Thiry, J. Van Hoof, C. Van Peteghem

Cadre juridique de l'avis

Loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, notamment l'article 8 ;

Arrêté royal du 19 mai 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

Règlement d'ordre intérieur visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 19 mai 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, approuvé par le Ministre le 27 mars 2006.

Disclaimer

Le Comité scientifique conserve à tout moment le droit de modifier cet avis si de nouvelles informations et données arrivent à sa disposition après la publication de cette version.

Annexe(s)

-